

Selon les organisations humanitaires, la recrudescence des combats risque de faire basculer Yémen dans une nouvelle séquence de violences, 6 ans après le début de la guerre.

Alors que le conflit entre dans sa septième année le 26 mars, de nouvelles offensives ont été lancées à Hodeidah, à Taiz, à Hajjah et à Marib. Les attaques contre les civils se multiplient et le pays court un risque imminent de famine. 21 organisations humanitaires actives au Yémen appellent à un cessez-le-feu immédiat dans tout le pays et au retour des belligérants à la table des négociations.

Au cours du seul mois de février, 44 femmes, enfants et hommes civils ont été tués et au moins 67 autres blessés dans le pays. Les régions de Marib, de Taiz, de Hajjah et de Hodeidah ont connu des combats particulièrement intenses, menaçant les civils et les populations déplacées qui vivent déjà dans des conditions incroyablement difficiles. L'accès à ces populations reste un défi pour les organisations humanitaires qui ont des difficultés à atteindre un grand nombre de personnes touchées par le conflit. La nouvelle vague de combats à Marib a déjà provoqué le déplacement de plus de 11 000 civils depuis la première semaine de février. 70 % d'entre eux sont des femmes et des enfants. Si les combats se déplacent davantage vers les villes et leurs environs, 385 000 personnes supplémentaires pourraient être déplacées.

Bien que les organisations humanitaires multiplient leur intervention dans les zones qu'elles peuvent atteindre, elles sont débordées et manquent de financements. Une offensive sur la ville de Marib conduirait à des combats dans des quartiers urbains peuplés et provoquerait un nombre élevé de victimes civiles. La population serait dans l'impossibilité de fuir et leur accès à l'aide serait coupé. Les organisations humanitaires avaient déjà lancé l'alerte il y a deux ans, lorsqu'une offensive sur Hodeidah avait menacé la ville portuaire, et avaient appelé les parties prenantes au conflit à déposer les armes et à protéger les civils.

Au Yémen, on compte désormais près de 50 lignes de front. Les troubles sociaux et l'instabilité politique se poursuivent dans le Sud. Les combats à Hodeidah menacent à nouveau le port vital par lequel transitent 70 % de la nourriture, des médicaments et de l'approvisionnement du Yémen. Depuis le début de l'année 2021, les attaques transfrontalières vers l'Arabie saoudite se sont également intensifiées, et une série de frappes aériennes a récemment frappé la capitale du Nord du Yémen, Sanaa.

Alors que ces 12 derniers mois ont été marqués par la pandémie de COVID-19, le Yémen a connu une crise économique de plus en plus grave, une escalade de la violence et une aggravation de la famine. Au total, 47 500 personnes devraient connaître des conditions proches de la famine cette année, et 16,2 millions devraient souffrir de la faim et être considérés comme en situation de quasi-famine. Dans le même temps, les niveaux de financement humanitaire pour 2021 ne représentent que 44 % des besoins actuels.

À l'approche de la septième année du conflit, il est vital que le Conseil de sécurité des Nations unies et les gouvernements fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour mettre fin à l'escalade des violences, stopper l'utilisation des armes explosives en zones peuplées, protéger les civils pris dans les combats et ramener les parties à la table des négociations.

Aaron Brent, directeur national de CARE, a déclaré : "Dans tout le Yémen, les belligérants doivent assurer un accès sûr à tous les civils déplacés, et les organisations humanitaires doivent pouvoir accéder sans entrave aux zones touchées afin de fournir une assistance urgente et vitale. Il est essentiel que les donateurs fournissent également des fonds suffisants pour que les personnes qui ont quittées leurs foyers puissent avoir accès à de la nourriture, de l'eau et un abri adéquat. Et afin d'éviter la famine au Yémen et de permettre aux gens d'acheter ce dont ils ont besoin pour survivre, nous appelons la communauté internationale à augmenter rapidement son soutien à l'économie du pays."

Kitty Paulus, directrice nationale du NRC, a déclaré : "En ce moment, alors que le pays est au bord de la famine, Marib a atteint le point de rupture et le conflit s'enflamme à Taiz, Hodeidah et dans d'autres régions du pays. Les combats à Marib mettent en danger les personnes qui vivent déjà dans des camps indignes et des abris insalubres. Ces camps devraient être un refuge sûr mais la population est en

réalité prise au piège entre deux feux. Si les combats atteignent la ville, les conséquences humanitaires sont inimaginables et risquent d'entraîner encore plus de déplacements et un nombre élevé de victimes civiles. Nous demandons aux parties prenantes au conflit de respecter les lois de la guerre et de protéger les civils, et au Conseil de sécurité des Nations unies de prendre des mesures urgentes pour faire pression sur les deux parties afin qu'elles conviennent d'un cessez-le-feu immédiat à l'échelle nationale et qu'elles travaillent ensemble pour éviter une famine dans tout le pays."

Notes aux rédacteurs –

Sources :

<https://civilianimpact.activehosted.com/social/af44c4c56f385c43f2529f9b1b018f6a.2971>

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Marib%20Situation%20Update%20No.%202.pdf>

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Ma%27rib%20Situation%20Update-Final27022021.pdf>

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Yemen_HNO_2021_Final.pdf

Contacts pour des questions et informations complémentaires :

Riona Judge McCormack, Coordinatrice des médias et de la communication pour le Norwegian Refugee Council: email riona.mccormack@nrc.no, WhatsApp +353852581926

Mirno Pasquali, Conseiller en politique humanitaire pour le Danish Refugee Council: email mirno.pasquali@drc.ngo, WhatsApp +16039378284

